

Fissuration du bloc dominant ?

L'INTERVENTIONNISME libéral qu'incarne M. Dufourcq ne fait pas l'unanimité dans les milieux économiques. « *À la suite de la crise financière, explique la sociologue Marlène Benquet, et plus encore après la crise du Covid-19, une critique des gouvernements néolibéraux jugés trop étatistes, trop interventionnistes et trop régulateurs se développe au sein du patronat* », par exemple au sujet des normes environnementales (quand bien même l'argent public a sauvé nombre d'entreprises, sans faire le détail entre elles) (15). Elle discerne ainsi une fissuration du bloc dominant, mais sur des bases plus matérielles qu'idéologiques. Afin de faire advenir un nouveau régime économique dans lequel l'État se verrait « *réduit à sa seule fonction de garantie de la propriété privée* », les mécontents « *s'engageraient dans la création de coalitions libertariennes et autoritaires alternatives* », dont le RN pourrait prendre la tête.

Mais, en tout état de cause, avant même cette hypothétique victoire de l'extrême droite soutenue par une partie des milieux économiques, l'interventionnisme libéral connaît une inflexion autoritaire. Qu'il s'agisse de taxes supplémentaires, comme celle qui a mobilisé contre elle les « gilets jaunes », ou d'attaques contre les droits sociaux, comme avec les réformes des retraites, les efforts exigés pour financer le *corporate welfare* (ou « bien-être des entreprises ») suscitent de vives oppositions de la population, toujours plus durement réprimées. À la réponse policière se combine, au sein de l'administration, la tentation du verrouillage bureaucratique. Le Conseil d'État propose d'instaurer la pluriannualité budgétaire pour dispenser autant que possible l'exécutif des débats à l'Assemblée nationale ou au Sénat ; la Cour des comptes propose leur encadrement par des avis d'experts indé-

pendants ; l'inspecteur des finances Dufourcq propose, lui, d'inscrire dans la Constitution une « règle d'or » qui limiterait l'augmentation des dépenses sociales (16).

Et le ministère de l'économie ? Depuis 2017, il a fait le pari que la diminution des impôts sur les entreprises augmenterait le taux d'emploi, ce qui rétablirait la croissance et financerait la dépense publique. Cette politique a échoué. Le déficit public est un des plus importants en Europe, la dette significative et la productivité horaire du travail en net recul. Miser sur la baisse des coûts et non sur la qualité de la production française s'est révélé une erreur stratégique. Tirailé entre sa volonté d'apurer les comptes publics et sa politique d'aide massive aux entreprises, l'État peine à coordonner les intérêts du capitalisme français. Ainsi s'éclaire la vraie victoire à la Pyrrhus des milieux économiques : l'administration leur est à ce point subordonnée qu'elle manque de l'autonomie nécessaire pour organiser à long terme le service de leurs intérêts.

GRÉGORY RZEPSKI.

(13) François Denord, Paul Lagneau-Ymonet et Sylvain Laurens, *Vers le haut. Enquêteur sur l'élite au pouvoir*, La Découverte, Paris, 2025 ; cf. aussi Laurence Boisseau, « CAC 40 : en dix ans, le poids des grandes dynasties familiales dans l'actionnariat a doublé », *Les Échos*, Paris, 18 mars 2025.

(14) Jean-Baptiste Devaux et Marion Flécher, « L'État, le fantôme de Viva Tech », 16 juin 2025, <https://aoc.media> ; lire aussi Pierre Rimbart et Grégory Rzepki, « Austérité, le festin des actionnaires », *Le Monde diplomatique*, septembre 2025.

(15) Marlène Benquet, *La Finance aux extrêmes. Enquête sur le capitalisme autoritaire en France*, à paraître en janvier 2026 aux éditions La Découverte.

(16) Nicolas Dufourcq, *La Dette sociale de la France. 1974-2024*, Odile Jacob, Paris, 2025 ; « Inscrire l'action publique dans le temps long », Conseil d'État, Paris, 2025 ; Raphaël Marchal, « Dérapage du déficit public : Pierre Moscovici plaide pour "l'indépendance" des prévisions contre "l'hubris politique" », 21 janvier 2025, <https://lcp.fr>